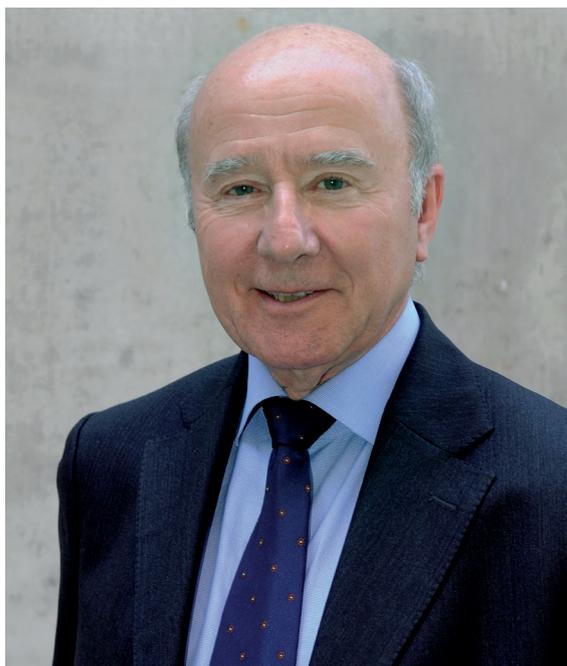


Olivier Mazerolle

La curiosité
est un défaut
impardonnable



souvenirs

l'Archipel

DU MÊME AUTEUR

Vue imprenable sur la campagne... présidentielle, Hugo & Cie, 2012.

« *Baffer* » *n'est pas juger. La justice des mineurs*, avec Jean-Pierre Rosenczweig, Plon, 2007.

Une nuit d'autrefois, roman, Flammarion, 1991.

OLIVIER MAZEROLLE

LA CURIOSITÉ
EST UN DÉFAUT
IMPARDONNABLE

Souvenirs

l'Archipel

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :
www.editionsarchipel.com

Éditions de l'Archipel
34, rue des Bourdonnais
75001 Paris

ISBN 978-2-8098-2851-1

Copyright © L'Archipel, 2020.

AVANT-PROPOS

Un reportage en immersion

Le 15 mars 2020, jour du premier tour des élections municipales, la faible participation électorale pour un scrutin de cette nature crée l'événement. Au micro de RTL, je m'insurge contre la béatitude de certains confrères qui en imputent la responsabilité à la menace du coronavirus qui plane sur la France. Je concède que cette présence importune a sans aucun doute joué un rôle néfaste dans le déroulement de la journée, mais qu'elle ne saurait expliquer à elle seule la défection démocratique. Je me promets de continuer le débat dans les jours suivants. Mais, dans la nuit, ce fichu virus en décidera autrement. Il me destine à un reportage en immersion dans l'organisation cauchemardesque de la médecine française.

Je devrais écrire : *des* médecines françaises, car il en existe plusieurs. La première est colonisée par la technostucture. Elle n'a du patient qu'une vision algorithmique, analysée par des ordinateurs froids comme la mort. Je la rencontre le 16 mars alors que mon généraliste décèle dans mon organisme les symptômes d'une possible infection. Il m'adresse au service des urgences d'un grand hôpital parisien spécialisé dans la détection du virus. Celui-ci renonce à me tester. C'est la doctrine du moment, en raison d'une pénurie de tests non avouée.

En revanche, mon médecin m'inscrit sur un réseau de télésurveillance baptisé Covidom. D'abord rassuré par la perspective d'être médicalement suivi, je déchant rapidement. Deux fois par jour, je reçois sur mon ordinateur un questionnaire à remplir. Je suis ensuite rappelé par une

personne, jamais la même, peut-être un médecin, qui se contente de me répéter les réponses que j'ai données, avant de me donner rendez-vous pour le questionnaire suivant. Le mercure de mon thermomètre monte régulièrement au-dessus des 40 °C, je tousse et mon âge me range dans la catégorie des personnes officiellement qualifiées de « particulièrement fragiles ». Mais ceci ne provoque chez mes interlocuteurs qu'une compassion expéditive. Emmanuel Macron avait recommandé à la télévision de contacter en priorité son médecin traitant. Je l'ai fait, mais l'avis de mon toubib ne pèse pas lourd face au diktat de l'administration qui ordonne de tester le moins possible. Je me sens livré à cette saloperie de virus qui tue des milliers de personnes, et destiné à grossir le nombre des morts égrené chaque soir par le distingué directeur général de la santé.

Au bout de cinq jours, ma fille décide d'anticiper le rendez-vous convenu avec mon généraliste. Elle l'informe de mon état et il décide aussitôt d'alerter les urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière où je suis immédiatement admis. Deux hôpitaux, deux façons de faire. Il est vrai que le second agit en contrevenant aux recommandations officielles. Cette fois, je rencontre l'autre médecine, l'efficace médecine à visage humain.

Dès mon arrivée aux urgences, un médecin prend le temps de m'expliquer la nature des examens et du traitement qui vont m'être appliqués. Comme souvent, la première impression est la bonne. Son calme et sa sérénité m'inspirent une confiance qui ne me quittera plus. Le test confirme la présence du virus. Le scanner montre des poumons mités. J'ai besoin d'une assistance respiratoire. Mais le médecin me rassure : la démarche de mon généraliste m'a permis, à un ou deux jours près, d'éviter une offensive fulgurante du virus qui aurait nécessité mon placement en réanimation, avec les aléas que cela implique. Ses paroles me confirment implicitement que le généraliste est une vigie, un lanceur d'alerte bien plus efficace que les algorithmes du Covidom. Je suis affaibli, mon esprit divague parfois, mais j'ai l'impression d'émerger.

Je resterai près de trois semaines sous le regard attentif des médecins, et aussi des infirmières et des aides-soignantes, à la fois fermes et attentionnées. L'une d'elles me réveille un matin et m'annonce d'une voix guillerette :

— Mon bichon, c'est l'heure de la douche!

J'ai autant envie de me doucher que de passer le bac. Je râle. Elle se fait péremptoire :

— Un bichon, ça obéit.

Et me voilà tiré du lit, déshabillé et noyé sous le flot d'eau chaude. Cette jeune femme m'a raconté plus tard pourquoi elle aimait son métier d'aide-soignante : il lui permet de passer du temps avec les malades.

— Quand je rentre le soir chez moi, me dit-elle, je me rappelle quelques-uns de ces instants, un regard, un sourire, une plaisanterie. Et je me dis que ma journée a été belle.

Elles et ils – car il y a aussi des hommes – brisent le sentiment d'abandon que pourrait ressentir le confiné dans une chambre dont l'atmosphère est réputée contaminée. Lorsque j'évoquerai avec lui ce personnel hospitalier rarement mis à l'honneur, le professeur Philippe Juvin, chef des urgences, me confiera : « Son rôle est crucial. Il prend des initiatives et nous débarrasse des tâches qui nous détournent du soin. Et il vous rassure par sa présence. Ainsi que les fantassins de la guerre de 1914 qui ont permis la victoire parce qu'ils colmataient au péril de leur vie les erreurs de l'état-major, ces hommes et ces femmes compensent les fautes stratégiques qui délabrent notre politique de santé. »

Confronté au virus, l'hôpital a retrouvé le sens de sa mission. D'abord, soigner et guérir. À Pompidou comme dans bien d'autres établissements, les médecins ont désigné parmi eux un « directeur médical » qui a pris le pouvoir au détriment de l'inévitable directeur administratif. Du chef de service professeur de médecine jusqu'à la technicienne chargée de désinfecter les chambres dans leurs moindres recoins, tous se sont mobilisés pour participer au combat du pays contre le fléau. Chacun était considéré et respecté. Il n'y a plus eu de tâches subalternes. Le médical a prévalu,

y compris lorsqu'il s'est agi de régler des différends entre médecins.

L'un d'entre eux s'opposait à ce que je reçoive le traitement à la chloroquine que je réclamais. De bonne foi, il en redoutait les effets secondaires. L'intervention vigoureuse de ma fille, encore elle, a provoqué une concertation entre médecins qui a débouché sur une attitude de bon sens. Il n'existe à ce stade aucun traitement contre le Covid-19. D'autre part, la chloroquine est un médicament dont les propriétés sont connues. Dans ces conditions, si un patient informé des dangers du traitement à l'hydroxychloroquine, dont le résultat n'est pas garanti, persiste à le demander, de quel droit un praticien s'y opposerait-il? J'en ai donc bénéficié. N'étant pas compétent en la matière, je ne me prononcerai pas sur son efficacité. Néanmoins, sur le compte rendu d'hospitalisation qui m'a été remis à ma sortie, une fois rétabli, le médecin signataire note que mon état s'est amélioré dans les jours qui ont suivi l'administration de l'hydroxychloroquine, alors qu'auparavant il empirait.

Comme le boa constrictor, la machine administrative prive sa proie de l'oxygène nécessaire à la vie. Elle surveille le respect des normes et des règlements tatillons élaborés par la technostucture et elle ne prend guère de risques. Elle demeure immobile. Une salle des urgences du rez-de-chaussée de l'hôpital Pompidou, longue et étroite, en fournit une éloquente illustration. Il s'agit d'un ancien couloir qui faisait doublon avec un autre passage. Sa seule utilité était d'abriter des machines à café. En me faisant visiter les lieux, Philippe Juvin me raconte ses multiples démarches pour obtenir l'autorisation d'annexer ce couloir inutile, afin d'augmenter le nombre de lits disponibles aux urgences. En vain. Aucune réponse, ni positive ni négative. L'administration ne refuse rien, mais n'autorise rien. Elle ne répond pas. Face à cette inertie mortifère, Philippe Juvin et son service ont accompli un coup de force. Ils ont évacué les machines à café et bloqué l'accès du couloir avec des bacs à fleurs. L'administration n'a pas osé donner la priorité aux machines à café et le couloir est devenu une salle de soins.

Tous les médecins que j'ai interrogés dressent le même constat : on ne sait plus qui dirige l'hôpital, tant y sont imbriquées des structures multiples. Le cabinet du ministre, la Direction générale de la santé, la Direction générale de l'offre de soins, les ARS (agences régionales de santé), le directeur de l'hôpital – tous créent des groupes et des sous-groupes qui produisent des normes, se contrôlent les uns les autres et... en oublient le soin. La technostructure a pris le pouvoir. Elle a oublié les généralistes qui forment la première ligne de défense. Et parce que les dernières épidémies, SRAS et grippe H1N1, ont été moins meurtrières que les précédentes, elle a décrété qu'il était inutile de financer l'entretien d'un stock de masques. Un peu comme si la France décidait de ne plus entretenir sa force nucléaire, au prétexte qu'elle ne l'a jamais utilisée.

C'est encore la technostructure, forcément savante, qui a bloqué pendant plusieurs semaines le recours aux services vétérinaires qui disposaient de tests de dépistage parfaitement utilisables pour les humains. Ces tests auraient pourtant permis de traiter des malades avant qu'il ne soit trop tard. Jamais je ne pourrai oublier le visage de ce médecin, figé par la rage intérieure, l'un de ceux qui m'aidaient à vaincre le virus, et qui me glissa lors d'une visite :

— On parle beaucoup des personnes âgées, mais, la semaine dernière, faute de machine disponible en réanimation, on a dû faire un choix entre une femme de cinquante et un ans et un homme de cinquante-neuf ans.

Il n'en a pas dit davantage. Et moi, je suis resté silencieux, paralysé par la brutalité du constat. J'avais entendu parler de ces drames, mais, cette fois, se tenait devant moi un combattant de la santé vaincu non par la maladie, mais par l'imprévoyance de stratèges enfermés dans leurs bureaux. Bouleversé par la monstruosité du choix qu'avec ses confrères il avait dû opérer, je n'ai pas cru bon de lui demander lequel des deux patients ils avaient sauvé. Cette fois, le journaliste curieux de tout s'est tu.

1

Journaliste, une évidence

Mon premier contact avec le journalisme remonte à l'âge de huit ans. Un voisin à qui je rends visite me montre le journal qu'il tient dans la main et me dit :

— Ne crois jamais ce qu'ils écrivent. Ils mentent¹!

À cet âge-là, le mensonge est un univers interdit qui aiguise la curiosité. De retour chez moi, je m'empare du quotidien qui traînait sur une table, provoquant une vive réaction de ma mère. Je suis encore trop jeune pour m'initier aux problèmes des grandes personnes ! Comme j'insiste, elle m'autorise néanmoins à lire régulièrement la page des sports, qu'elle détache du journal.

C'est ainsi que j'ai découvert l'existence de l'OM, le club phare de Marseille. J'en suis devenu immédiatement un supporter acharné. Vivant à Paris, je trouvais enfin un lien avec ma ville natale dont je portais fièrement l'identité, ayant bien remarqué que son nom ne laissait personne indifférent. Mon régime de diète informative a duré jusqu'au jour où, à l'occasion d'une querelle lors d'un match de foot dans la cour du lycée, un copain algérien nous invectiva, nous autres Européens :

— Un jour, on vous tuera !

Nous étions à l'automne 1955. J'avais treize ans. La guerre d'Algérie² et ses massacres avaient commencé depuis

1. Comme quoi les années passent, mais pas les avis péremptoirs.

2. Le langage populaire parlait de la guerre, mais la terminologie officielle mentionnait des « opérations de maintien de l'ordre ».

un an. En rentrant à la maison, je réclamaï la fin de la censure maternelle. Autorisation accordée. Je pouvais lire le journal.

J'étais curieux de tout. Je ne cessais de poser des questions à tout propos. Cela agaçait ma grand-mère qui me répétait que la curiosité est un vilain défaut. Il est vrai que je m'intéressais moins à ce que l'on m'enseignait à l'école qu'à la vie contemporaine. Dans ce domaine, j'étais insatiable. Je voulais tout savoir sur le monde qui m'entourait. L'atmosphère de l'époque et les habitudes de ma famille m'y encourageaient. Lorsqu'elle faisait des économies, ma grand-mère, née dans la foulée de la guerre de 1870, avait pour manie de répéter: « C'est toujours ça que les Prussiens n'auront pas! » Mettez-vous à ma place. Bien que très jeune, il n'était pas anormal que je m'enquière des méfaits commis par ces satanés Prussiens. Sans remonter aussi loin, les adultes parlaient souvent des deux guerres mondiales qu'ils avaient vécues. Elles impactaient encore la vie quotidienne. Lorsque à l'âge de six ans, je me suis vu confier pour la première fois l'importante mission de traverser la rue, seul, pour acheter du pain à la boulangerie sur le trottoir d'en face, j'y suis allé muni des tickets de rationnement en circulation jusqu'en 1949.

Ma mère vivait dans la vénération de mon père, mort quand j'avais quinze mois. Je lui devais d'être né à Marseille. Agent des Messageries maritimes, il s'y rendait fréquemment et il avait décidé que ma mère devrait accoucher en zone libre¹. Elle me racontait comment il s'était volontairement vieilli en 1914 afin d'obtenir le droit de s'engager pour défendre la France. Ma famille était patriote. Je revois encore le visage de ma grand-mère, figé par la stupeur et la tristesse, contemplant à la une d'un grand quotidien la

1. Sur ce point, j'ai respecté sa volonté. Je me suis hâté de naître le 28 octobre 1942, afin de précéder les Allemands qui ne sont entrés dans Marseille que deux semaines plus tard.

photo du général de Castries fait prisonnier avec ses hommes à Diên Biên Phu. La France perdait la guerre d'Indochine. Son empire colonial se démantelait. Un autre monde surgissait. Sans bien en comprendre la signification, j'avais des nouvelles directes de la mutation qui s'opérait. Deux des sœurs de ma mère vivaient avec maris et enfants de l'autre côté de la Méditerranée, l'une au Maroc, l'autre en Afrique noire¹. Lorsqu'elles revenaient en France, avec leur famille, je bombardais mes cousins de questions sur les conditions de vie dans ces pays lointains. L'ardeur qu'ils mettaient à leurs descriptions aiguïssait ma curiosité. Ma mère, qui avait vécu à l'étranger, n'était pas avare de récits qui me faisaient vagabonder en pensée. J'en redemandais.

À l'automne 1956, quand elle me tend le quotidien, ma mère attire mon attention sur la mort tragique de Jean-Pierre Pedrazzini, photographe à *Paris Match*, fauché par une rafale de mitrailleuse tirée par des soldats soviétiques pendant l'insurrection de Budapest. Ce jeune homme de vingt-neuf ans avait pris tous les risques, jusqu'à encourir la mort, pour faire connaître au monde la lutte d'un peuple en quête de liberté. Le journalisme, c'était donc cela. La découverte et la passion de la vérité. Le contraire du mensonge dénoncé par mon voisin. J'avais trouvé ma voie.

Cycliste à Femme pratique

Je voulais être journaliste. Mais je n'avais pas fait grand-chose pour m'y préparer. À quinze ans, lycéen turbulent et médiocre, j'étais exclu de tous les établissements scolaires. Je ne possédais pour tout bagage qu'un bulletin scolaire déplorable, sauf en français et en récitation, matières dans

1. Aujourd'hui, il est convenu de dire « Afrique subsaharienne », une appellation strictement géographique. Il n'est pas péjoratif de parler de l'Afrique noire, vocable qui incarne à la perfection les femmes et les hommes qui y vivent avec leur culture multiséculaire. Senghor avait fait de la négritude un objet de fierté. Il avait bien raison.

lesquelles j'avais obtenu le premier prix de ma classe, et un BEPC arraché à la session de repêchage. Contraint de dénicher un job, je le cherchais dans le milieu de la presse. Une petite annonce me combla. *Femme pratique*, un nouveau magazine féminin, cherchait un cycliste. Ça me convenait à double titre. J'aimais faire du vélo. Il m'arrivait d'aller pédaler dans la vallée de Chevreuse sur le parcours du Grand Prix des nations. Je chronométrais mes performances, pas mirobolantes. Et *Femme pratique* était logé dans l'immeuble de *France-Soir*, le grand quotidien de l'époque, qui tirait à des centaines de milliers d'exemplaires. Je fus engagé.

Je plongeais dans cet univers avec émerveillement. J'étais fasciné par l'imprimerie, le vacarme des rotatives, les odeurs d'encre et de plomb chaud mélangées. Les journalistes de *France-Soir* n'étaient pas bégueules. Quand je les croisais, ils me parlaient volontiers. Lorsque je n'étais pas en course, je suivais les discussions des rédactrices de *Femme pratique*, à la recherche de sujets et des bons angles pour les traiter. Elles acceptaient également que je me retranche à certains moments dans un bureau, avec les livres que j'apportais. La réalité s'imposait à moi. Le savoir qui me barrait au lycée s'avérait indispensable pour réussir dans la vie professionnelle. Je comprenais que lorsque l'on veut se mêler des conversations des grandes personnes, mieux vaut savoir de quoi l'on parle. Après quelques bévues qui m'ont fait rougir, j'ai adopté une méthode simple. Lorsque je ne savais pas, je me taisais, avant d'aller chercher dans les livres de quoi combler mes lacunes.

Un détour par Ceylan

Cependant ma mère décide de compléter ma formation d'une autre manière. Libraire, elle avait épargné un pécule pour préparer une escapade qu'elle avait envisagée de longue date. À la fois convaincue que l'aventure forme la jeunesse et désireuse de me faire connaître les lieux où elle avait été heureuse avec mon père, elle m'embarque, au

propre comme au figuré, pour Ceylan (aujourd'hui le Sri Lanka). Cette fois, le train des vacances cède la place au grand paquebot blanc des Messageries maritimes amarré dans le port de Marseille. Treize jours de navigation pour atteindre Colombo. Et une rencontre fugace avec le monde en gestation. À l'escale de Port-Saïd, le portrait de Nasser, le raïs du nationalisme arabe, trône dans la vitrine de chaque magasin. Avec l'approbation des Américains et des Soviétiques, devenus les maîtres du monde, il a nationalisé le canal de Suez, et provoqué l'échec de l'expédition militaire de la France et de la Grande-Bretagne qui voulaient contrecarrer ses plans. À l'entrée du canal, ma mère me montre le socle vide sur lequel trônait auparavant la statue de son fondateur, Ferdinand de Lesseps. Sa démolition sur ordre de Nasser incarne pour elle la fin du monde dans lequel elle a vécu. Elle n'a pas tort. À l'escale d'Aden, les couleurs chatoyantes des étoffes multicolores suspendues aux devantures des échoppes dans des ruelles étroites ne masquent pas une tension palpable. Les Anglais, encore maîtres des lieux, vacillent. Ils ne vont pas tarder à partir. Le monde colonial bâti par les Européens se délite.

Pendant mes six mois de séjour à Ceylan, je découvre un autre univers. Les temples hindous et leurs dieux étranges, aux bras multiples ou à la tête d'éléphant, et les temples bouddhistes dont les couloirs aux murs couverts de fresques sont arpentés par des cortèges permanents de fidèles, pieds nus et silencieux, qui viennent déposer des fleurs devant les statues couvertes d'or. J'ai visité les plantations de thé, rencontré les chercheurs de pierres précieuses, couverts de boue à la sortie du puits de la mine, qui brandissent leur trophée entre le pouce et l'index. J'ai vu les éléphants au travail charrier des troncs énormes, et les mêmes caparaçonnés d'or et de soie pour les fêtes religieuses. J'ai vécu heureux dans ce pays, au milieu des compagnons du chantier sur lequel j'opérais pour la construction d'une école professionnelle fondée par un missionnaire français. Ma présence provoquait les attroupements hilares des gens du coin qui n'avaient jamais

vu un Européen dans un rôle de main-d'œuvre. Nous allions dans les échoppes boire du thé au lait brûlant et très sucré servi dans des verres culottés par le temps et l'usage. Il nous arrivait de nous attabler pour manger à pleines mains des caris servis dans du papier journal, qui empourpraient mon visage pour le plus grand bonheur de mes amis. Et partout, constamment, les haut-parleurs des échoppes couvraient les rues du son enivrant des mélopées sirupeuses des stars locales. Le soir venu, les lueurs tremblantes et colorées des lampions suspendus aux devantures fouillaient la pénombre d'un décor devenu mystérieux.

C'est pourtant dans cette île enchanteresse que j'ai découvert la puissance dévastatrice de la haine. Les immigrés tamouls, venus du sud de l'Inde, plus travailleurs que les autochtones, montaient en puissance dans la vie économique du pays. Ils sont hindouistes ou chrétiens. Les Cinghalais sont bouddhistes. La rivalité religieuse a servi de prétexte au combat des nationalistes bouddhistes. Le fanatisme a balayé la plénitude pacifique enseignée par Bouddha. Des Tamouls sont brûlés vifs à l'occasion de pogroms qui dévastent les rues de Colombo. Un moine bouddhiste assassine le Premier ministre coupable d'appartenir à une élite épargnée par la pression immigrée. Aujourd'hui, quand j'entends en France certains discours extrémistes, je me souviens que dans une île faite pour le bonheur, j'ai entraperçu des foules hurlantes et meurtrières excitées par des propos identiques.

Un apprentissage sur le tas

À mon retour de Ceylan, *bis repetita*. Il me faut de nouveau trouver un job. J'en décroche un dans une compagnie d'assurances. Il consiste à compléter des dossiers dans l'atmosphère feutrée entretenue par des plumitifs habitués au silence. Une vraie punition! Au bout de quarante-huit heures, miracle: je reçois la réponse d'un chroniqueur judiciaire du *Figaro* auquel j'avais adressé une lettre sur les conseils du curé du patronage que je fréquentais. Il se

prénomme Emmanuel, comme mon père. C'est sans doute un hasard, mais c'est pourtant ce rôle de père qu'il va tenir à mon égard sur le plan professionnel. Il me donne rendez-vous en face du Palais de justice, à la Brasserie des Deux Palais.

À peine assis sur une banquettes en moleskine, il me tend ma lettre et m'interroge :

— Il y a deux fautes d'orthographe. Où sont-elles ?

J'identifie immédiatement les fautes d'accord, erreurs caractéristiques commises par un élève étourdi. Rassuré, il propose de me prendre à ses côtés. Il suit les affaires au stade de l'instruction. Ses multiples collaborations l'amènent à s'absenter du Palais de justice dans la journée et il attend de moi que je sois sa vigie en allant à la pêche aux infos auprès des avocats, des juges d'instruction et du parquet.

Sans préavis, j'abandonne la compagnie d'assurances. Je me lance à la découverte du monde judiciaire et de ses usages. Intimidé, mais hardi par obligation, j'aborde des avocats, les inconnus comme les habitués des gros titres, adeptes du beau langage et des tournures aristocratiques. D'un côté, les parias, ceux qui offrent leurs services pour une bouchée de pain à des impécunieux entassés dans le box des accusés jugés en flagrant délit. De l'autre, les seigneurs en charge des grands dossiers, capables de donner aux plus vils personnages des allures de gentleman. J'entendrai un jour M^e Floriot, le grand ponton du pénal, me confier, après avoir sauvé la tête de son client :

— L'avocat général et mon confrère de la partie civile n'étaient pas très brillants. Si j'avais été à leur place, il y a longtemps que mon client y serait passé.

Il avait rempli son devoir en endossant la thèse mensongère de celui qui lui avait confié son destin. Son propos illustrait la rencontre du mensonge et du code d'honneur. Comme quoi le monde est complexe ! Il y avait donc bien des traquenards à éviter pour un jeunot comme moi, d'autant plus que les magistrats de l'époque, soucieux de respecter le secret de l'instruction, ne se montraient pas très

bavards. Ils ne lâchaient que furtivement une vague indication quand ils souhaitaient m'éviter une erreur par trop grossière. Ils avaient d'abord été étonnés de voir débarquer dans leurs bureaux un gamin de mon âge. Peut-être séduits par l'insolite, ils s'y sont vite habitués.

C'est ainsi que j'ai appris mon métier sous la houlette d'Emmanuel Bromberger. La quarantaine, il était grand, maigre, le visage émacié, à l'allure austère, mais d'une générosité à toute épreuve. Il se montrait d'une grande rigueur sur l'emploi de chaque mot. Il n'hésitait pas à me reprendre sur la moindre de mes erreurs ou de mes approximations. Il exigeait que je recoupe chacune des informations que j'avais recueillies. Contrairement à l'usage en cours dans la presse, il me vouvoyait. Je l'appelais « monsieur », ce qui faisait rigoler ses confrères de la presse judiciaire. Quand je lui faisais mon rapport, il m'observait, à travers la fumerole qui s'échappait de la pipe qu'il avait allumée. J'ai vite compris que son regard d'aigle et son pointillisme témoignaient de sa volonté de me voir réussir. J'acceptais de lui tout ce que j'avais refusé de mes professeurs. J'admettais enfin que l'effort exigé par un maître n'est pas une servitude. Je m'y pliais de bonne grâce. Je désirais répondre à la confiance que « monsieur » me manifestait. Assez vite, il m'a demandé de lui présenter des rapports écrits pour m'apprendre à rédiger comme un journaliste. J'étais également aidé dans mes efforts par l'accueil bienveillant et cordial des confrères de la presse judiciaire. Ils m'avaient baptisé « Éliacin », du nom du personnage de Racine promis à un grand avenir. À leur contact, j'apprenais les arcanes de la justice pénale et la manière d'aborder avocats et magistrats. J'étais en apprentissage et en même temps j'exerçais pleinement une profession. Je vivais, si j'ose dire, en alternance simultanée : J'appliquais immédiatement la règle que je venais d'apprendre.

Non à la peine de mort

Le 28 mars 1960, je pénètre pour la première fois dans une cour d'assises. Je ne devrais pas m'y trouver. À dix-sept ans, je n'ai pas l'âge requis pour assister à un procès criminel. Mais les copains de la presse judiciaire m'ont donné la carte d'accréditation autorisant l'accès au box des journalistes. Je m'y rends par curiosité, non pour écrire, mais pour voir. La curiosité, toujours ! Je ne pouvais pas manquer le procès qui fait les gros titres, celui de Georges Rapin, fils de bonne famille qui était parvenu à persuader son père de lui acheter un bar. Il rêvait de s'imposer dans le milieu interlope de Pigalle, qu'il fréquentait sous le surnom de Monsieur Bill. Il est accusé d'avoir assassiné une prostituée en la brûlant vive en forêt de Fontainebleau, ainsi qu'un garagiste d'une balle dans la tête, parce qu'à 4 heures du matin celui-ci avait mis trop de temps à sortir de son lit pour le servir. Il a vingt-trois ans. Il encourt la peine de mort.

Dans la chaleur moite dégagée par la foule compacte qui a envahi la salle, je découvre le rite solennel où se joue la vie d'un homme. Le président et l'avocat général en robe rouge, les avocats en robe noire, comme s'ils portaient déjà le deuil d'une cause perdue ; et, isolé dans son box gigantesque, l'accusé. Il nie tout, avec morgue :

— L'auteur de ces crimes horribles mérite la peine de mort, mais ce n'est pas moi ! clame-t-il.

Pourtant, tout l'accuse. Georges Rapin a reconnu le premier crime et s'est lui-même dénoncé pour le second. Puis il est revenu sur ses aveux, alors que les enquêteurs les corroboraient en découvrant des indices concrets. Je ne le quitte pas du regard durant les deux heures où son avocat s'échine à plaider l'innocence. Il paraît indifférent, comme absent. Mais voici que M^e Floriot effleure la thèse de la folie, seule susceptible de lui éviter la peine de mort qui a été requise. Je le vois agripper le bord de son box, le regard fixe, prêt à se

lever pour le récuser, comme il l'avait déjà fait pour un de ses défenseurs à qui il avait défendu d'utiliser ce type d'argument.

Tandis que les juges se sont retirés pour délibérer, j'entends les confrères émettre un pronostic unanime : Rapin ne peut pas échapper à la peine de mort. Pendant qu'ils parlent, j'observe le père de l'accusé, au premier rang du public, immobile et seul sur son banc. Comment vit-il ce moment ?

La cour reparait au bout d'une demi-heure. Un si court délibéré ne laisse plus aucun doute sur la décision. Une tension impalpable s'empare du groupe compact des journalistes, debout, immobiles, regards rivés sur les magistrats et les jurés qui regagnent leurs places. Beaucoup sont de vieux routiers du judiciaire, souvent partisans de la peine de mort. Mais à cet instant, on sort de la position de principe pour entrer dans le concret. La justice va décider d'ôter la vie à l'individu qui se trouve dans son box, en face du nôtre. Un criminel, certes, mais un être humain. Alors, oui, même les plus endurcis frémissent.

Le verdict est rendu : peine de mort. Un sourire faraud illumine le visage de Rapin. Il tourne la tête, toise le public silencieux, puis les journalistes en face de lui. Son mouvement est si lent qu'il me donne le sentiment de nous dévisager un par un. Puis c'est le tour de l'avocat général, de la cour, du greffier. Enfin, d'un geste fier, toujours souriant, Rapin tend ses poignets aux gendarmes pour qu'ils lui passent les menottes¹. Pour moi, une évidence s'impose : Georges Rapin a conduit ses juges là où il le voulait. Il avait décidé de détruire leur majesté en les transformant en exécuteurs de la vile vengeance de la société. Il est le triomphateur de son propre procès.

À la sortie de la salle d'audience, son père, protégé par des gendarmes, est poursuivi par une meute d'individus qui

1. Quatre mois plus tard, au pied de l'échafaud, Rapin adoptera la même attitude pleine de morgue et de supériorité orgueilleuse.

vocifèrent des insultes et des obscénités. Ils l'accusent d'être le responsable de la future décapitation de son fils, ayant eu la faiblesse de lui offrir un bar. Je suis le témoin de la sarabande barbare d'énergumènes vengeurs à l'encontre d'un homme brisé. Leur attitude me révolte. Le verdict de mort me choque. Je conteste le droit pour la justice des hommes de toucher au sacré en ôtant la vie. J'ai dix-sept ans. Nous sommes le 31 mars 1960. Il est 22 h 38. En cet instant précis, je deviens adulte.

Le judiciaire, garant d'une société civilisée

Bien des années plus tard, devenu reporter à Europe N° 1, je suis envoyé à Versailles pour suivre devant la cour d'assises un procès présidé par André Braunschweig, que j'ai connu comme juge d'instruction. L'accusé a assassiné à l'âge de dix-huit ans un chauffeur de taxi après l'avoir attiré dans un guet-apens. Il l'avait appelé au téléphone pour qu'il vienne le chercher alors qu'il se trouvait, seul, dans la résidence secondaire de ses parents, proche de Paris. Il avait l'intention de lui dérober son portefeuille. Depuis son incarcération l'accusé se comporte de manière exemplaire. Il a repris ses études et passé ses examens avec succès. Mais devant la cour, il décrit son crime avec le ton détaché d'un huissier qui dresse un constat :

— La première balle, je l'ai tirée sans viser. Pour lui faire peur et qu'il m'obéisse en jetant son portefeuille à terre. Mais il s'est approché. Pour les trois suivantes, j'ai visé les épaules et l'abdomen pour lui faire mal. Il se met à crier. C'était énervant. Pour le faire taire, à la cinquième, je vise la tête. À la sixième, il est à terre. Il crie de plus en plus fort. Les deux dernières, je les tire posément pour l'achever.

Son visage est celui d'un collégien, mais il s'autoanalyse à la manière d'un psychiatre. Quand le président lui demande s'il impute sa violence au fait que ses parents lui ont révélé qu'ils l'avaient adopté, il livre son diagnostic :

— Cette hypothèse est jugée comme valable par beaucoup. Personnellement, je pense le contraire. J'avais déjà volé avant même de connaître mes origines.

Toujours aussi impassible avant que la cour ne se retire pour délibérer, sans un mot de regret, il s'adresse à l'épouse du chauffeur de taxi pour lui dire :

— Je vous demande de me pardonner. Pas maintenant, bien sûr, je sais que c'est impossible... Mais dans quelques années peut-être.

Verdict : quinze ans de réclusion criminelle. Mes confrères et moi sommes stupéfaits de la clémence des jurés. Il nous avait semblé que la froideur de l'accusé le destinait à une peine plus sévère. Plus tard, André Braunschweig m'explique au contraire qu'il a voulu voir dans ce comportement le désir de faire preuve d'une grande sincérité. Les jurés et lui en sont arrivés à la conclusion qu'il pouvait devenir quelqu'un de bien. Ils n'ont pas eu tort. Le jeune homme n'a plus jamais fait parler de lui.

Lucien Léger rate son coup

J'ai retrouvé André Braunschweig quand il a présidé le procès retentissant de Lucien Léger, futur détenteur du record des années de détention en France. En 1964, après l'assassinat du petit Luc Taron, onze ans, Léger avait publié plusieurs communiqués anonymes, signés « l'Étrangleur ». La France, épouvantée par le crime, réclamait justice contre le coupable, enfin démasqué. Dans la cour d'assises, nous découvrons un homme fluet dans un costume gris, le regard dissimulé derrière des lunettes aux verres fumés. Il cherche à faire croire à son innocence, tout en refusant obstinément de donner des détails sur un dénommé « Henry » qu'il désigne comme étant le coupable. Il se positionne en acteur principal de son procès. Son avocat se tourne vers lui :

— Léger, dit-il, je vous en supplie. Aidez-moi. C'est maintenant qu'il faut parler.

l'Archipel

Vous avez aimé ce livre ?
Il y en a forcément un autre
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.editionsarchipel.com

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur



www.facebook.com/larchipel

Achévé de numériser en juillet 2020
par Soft Office